

Le Journal des décideurs **L'économiste** du Bénin

**AGI** SOCIÉTÉ DE BOURSE  
AFRICAINNE DE GESTION ET D'INTERMÉDIATION  
Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre en hausse**

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

**2<sup>ème</sup> session ordinaire du COAHP**

**Le Bénin appelle à plus d'engagement et de collaboration**

Monsieur Dossa AGUEMON, Directeur de cabinet du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP), a procédé au ... • (Page 10)

**Secteur des infrastructures**

**Est-il possible de combattre la corruption ?**

Les infrastructures sont essentielles pour soutenir la croissance économique, améliorer la prospérité et le bien-être. Malheureusement, déplore l'Organisation pour la coopération ... • (Page 04)



**Collection économie du développement**

• (Page 03)

**Opportunité**

« Ici partenaire Entreprises » recrute pour le compte d'une représentation diplomatique

Pour un bon service au public à Cotonou, « Ici partenaire Entreprises » lance un avis d'appel d'offre pour le ... • (Page 05)

**13<sup>ème</sup> revue des finances publiques**

**Les cadres du MEF font le point de la mise en œuvre des réformes**

Pour l'amélioration des performances de gestion des finances publiques ... • (Page 02)

**Ralentissement de la croissance**

**60% des pays pauvres exposés à la crise de la dette**

Peu après le lancement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), approche de réduction de la dette, le service extérieur de la dette des pays en ... • (Page 04)

**COP 15 à Montréal**

**L'Uemoa plaide pour l'Observatoire régional de la biodiversité**

Après la COP 27 en Egypte, la Commission de l'Uemoa, en sa qualité de chef de file pour le sous-secteur Ressources ... • (Page 11)

**Le FAGACE présente son 1<sup>er</sup> livre sur les fonds de garantie en Afrique**



SWEDD Bénin/ « Maintien des filles à l'école »

• (Page 10)

**Lancement des transferts monétaires conditionnés**

Taux de change du Fcfa XOF offert par

**L'économiste**

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	652.73	655.95	775.87	1.57	80.69	38.18	4.7	97.15	177.73	8.2



## 13ème revue des finances publiques

## Les cadres du MEF font le point de la mise en œuvre des réformes

(Le SGM, Alban Bienvenu Bessan, cheville ouvrière de la bonne gestion des finances publiques)

Pour l'amélioration des performances de gestion des finances publiques, le Ministère de l'économie et des finances (MEF) à travers la Cellule d'appui au pilotage des réformes (CAPR), a organisé ce mardi 13 décembre 2022, la 13ème revue des finances publiques. C'était dans la salle de Conférence DGI-DGE. C'est le Directeur de Cabinet du MEF, Hermann Orou Takou, représentant le Ministre d'Etat Romuald Wadagni qui a lancé les travaux en présence de Alban Bienvenu Bessan, Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances et d'autres cadres du MEF.

• A.W.A.

« Plan global de gestion des réformes des finances publiques 2021-2022 : bilan et perspectives », est le thème de la 13ème revue des finances publiques. Au lancement des travaux, Alban Bienvenu Bessan, Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances a indiqué que la revue des finances publiques est un élément capital pour faire une rétrospection sur la mise en œuvre des réformes de finances publiques au cours de la période sous revue, et présenter les grandes lignes des réformes envisagées pour le prochain plan global (2023). Ainsi se présente le mobile de la 13ème revue des finances publiques qui intervient environ 12 mois après la mise en œuvre du système de gestion des finances publiques en « mode programme ». Le SGM a précisé que l'organisation de la revue devrait permettre l'amélioration de l'efficacité de l'action publique pour le bénéfice de tous ». Pour lui, « la gestion des finances publiques au Bénin a connu beaucoup d'avancées à travers la mise en œuvre du plan durable de gestion des finances publiques 2017-2020 prorogé sur le biennal 2021-2022 ». Pour le représentant des PTF, N. Joël, cette initiative permet d'évaluer le chemin parcouru et de tirer des leçons sur la pertinence des réformes. Le porte-pa-



role des Partenaires techniques et financiers a fait savoir que « l'augmentation des recettes, la qualité des dépenses publiques, la bonne gestion de la dette, la transparence de la réédition des comptes, (...) l'opérationnalisation de la Cour des comptes et le dialogue Gouvernement secteur privé participent au développement ».

Le représentant du ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances, le Directeur de Cabinet Hermann Orou Takou dira que cette édition intervient au terme du biennal qui accordé la prorogation du plan global de réformes des finances publiques. Cette rencontre annuelle offre l'occasion aux différents acteurs (usagers, Partenaires Techniques et financiers, cadres du ministère, etc.), de passer en revue le niveau de mise en œuvre du plan d'actions 2022 et de formuler des orientations pour le plan d'actions 2023. Ce rendez-vous annuel se veut, par ailleurs, de passer au peigne fin les grandes réformes intervenues au niveau des

organes de contrôle, des régies financières et des collectivités territoriales.

Le DC MEF a, au nom du ministre d'Etat, salué l'engagement des partenaires techniques et financiers notamment l'Union européenne, la coopération canadienne, la GIZ, l'USAID, les Pays-Bas ainsi que le PNUD. « Les performances obtenues traduisent l'efficacité du cadre institutionnel et organisationnel mis en place autour de notre cellule d'appui au pilotage des réformes ». Les grandes orientations du nouveau plan global en cours d'élaboration, a-t-il expliqué, sont en cohérence avec la politique des PTFs. Il importe de préciser que l'objectif final de ces différentes actions n'est rien d'autre que la bonne gestion des ressources publiques du Bénin. A cette 13ème revue des finances publiques, Edgar VIUO, responsable Statistiques et suivi évaluation de la Cellule au Pilotage des réformes (CAPR) a présenté aux participants la première communication.

## AUX DECIDEURS...

## Salaires de misère

La grille salariale des fonctionnaires béninois est peu connue de tous. A la faveur des mesures d'augmentation des salaires, l'échelonnement des sursalaires a permis de supputer que les salaires des cadres qui assument des fonctions techniques et administratives perçoivent des revenus compris entre des montants au-dessus du Smig et 700.000F CFA. Soit rappelé au passage que le sursalaire est une somme d'argent payée par une entreprise à son salarié en plus du salaire indiqué sur le contrat de travail. Il peut s'agir d'une prime exceptionnelle ou du paiement d'heures supplémentaires. Certains corps de métiers notamment les universitaires ont un traitement différent qui les met plus ou moins à l'abri du besoin et de la précarité. Les cadres des administrations, titulaires de diplômes supérieurs gagnent donc des salaires de misères s'ils n'occupent pas des postes politiques dont le traitement est couvert par la loi de l'omerta. Dans tous les cas, les hauts fonctionnaires de la République, et les agents assumant des responsabilités politiques sont les seuls qui gagnent aisément leur vie. On peut comprendre les motivations des jeunes qui ne sont plus enclins à se faire recruter douaniers ou policiers. Beaucoup envisagent de faire l'expérience politique pour gagner facilement leur vie. Beaucoup aussi mettent fin à leur cursus de formation prétextant qu'il ne sert à rien d'investir dans les hautes études et de se faire recruter pour gagner un salaire qu'un commerçant du marché Dantokpa empocherait après la vente d'un article de valeur.

Le cadre doit attendre la fin d'un mois pour percevoir son salaire. Il doit le répartir entre les charges incompressibles qui assurent sa souveraineté. Il doit être capable avec un revenu mensuel compris entre 100.000F et 700.000F CFA d'assurer ses charges familiales les plus indispensables. Il doit y prévoir l'assistance à des amis et des membres de sa famille élargie, tant l'être humain est un animal sociable.

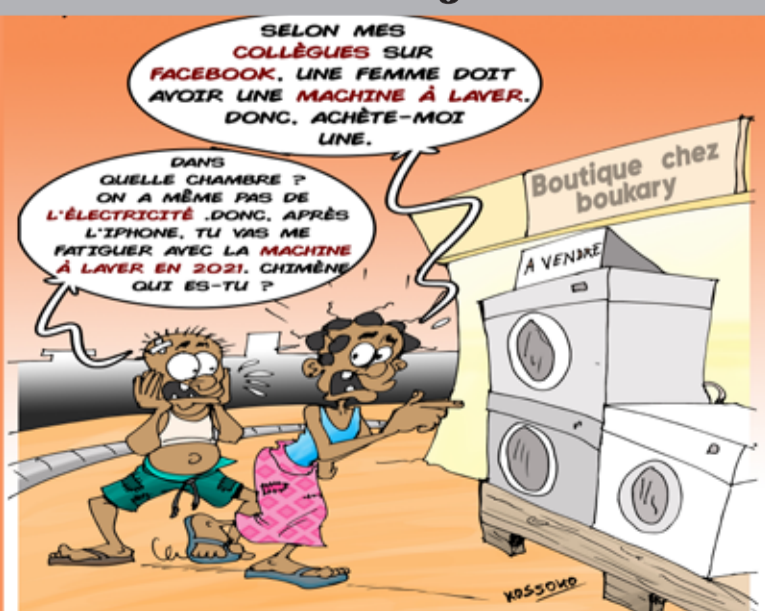
On comprend pourquoi, les fonctionnaires béninois s'abstiennent de se faire plaisir en dehors de leur cadre de vie. Très peu sont capables de s'offrir du tourisme de vision avec un budget conséquent. Combien sont-ils à s'offrir des vacances avec leurs familles dans des lieux de tourisme ? Combien sont-ils à connaître les parcs nationaux de la Pendjari et du W du Niger ?

Combien sont-ils avec leurs salaires, capables de se rendre à Las Vegas, au palace, d'aller à Dubaï lorsqu'ils n'ont pu quitter les labyrinthes de Cotonou pour se rendre à Tanguiéta pour contempler les chutes et les animaux sauvages de la biosphère de Pendjari ? Et pourtant beaucoup d'expatriés, surtout jeunes épargnent leurs revenus pour découvrir les richesses touristiques du Bénin. Ils paient leurs transports, ils prévoient les charges liées à leur hébergement, la restauration, la communication, l'achat de gadgets souvenirs. Et pourtant les Béninois qui ont le privilège d'habiter un territoire qui héberge une réserve de faune s'abstiennent de se livrer à ce genre de plaisir qui refait le moral quand on en a l'occasion.

L'Etat doit penser à mettre tous ses agents à des salaires qui leur permettent de vivre décemment. Pour y parvenir, il faut un gros travail de citoyenneté. Il faut créer les conditions propices à la croissance économique qui impacte les citoyens. Lorsque ces conditions seront créées, la rétribution de la richesse devrait suivre pour que ce ne soit plus seulement les citoyens qui assument des fonctions politiques ou ceux évoluant dans certains secteurs comme les universitaires qui soient les seuls à profiter des ressources du pays. Les réformes devront aller dans ce sens aussi. Ce ne serait que justice.

Jean-Claude KOUAGOU

## Cari du jour



## Eco secret

## Afrique : L'UE annonce une enveloppe de 350 millions d'euros pour protéger la biodiversité

L'Union européenne (UE) a pris l'engagement de débloquer 350 millions d'euros pour protéger la biodiversité dans le monde, notamment en Afrique, selon un communiqué parvenu à la presse ce weekend. Selon la même source, l'organisation a soutenu que cet engagement financier entre dans le cadre de son action sur la Conférence des Nations unies sur la biodiversité (COP 15) qui se tient du 7 au 19 décembre 2022 à Montréal au Canada.



## Collection économie du développement

Le FAGACE présente son 1<sup>er</sup> livre sur les fonds de garantie en Afrique

Le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) a présenté officiellement, vendredi 09 Décembre 2022 à Cotonou, le premier livre de son Institut de formation sur les fonds de garantie en Afrique. La cérémonie de présentation de l'ouvrage Collection économie du développement a eu lieu en présence des acteurs du secteur bancaire et d'institutions de financement, des contributeurs, et des membres du Conseil d'Administration du FAGACE.

● Abdul Wahab ADO

« Les Fonds de garantie au cœur du financement de l'Afrique de demain ». C'est le thème de l'ouvrage collectif réalisé sous la direction du Docteur Ngueto Tiraïna Yambaye, Directeur Général du FAGACE. A l'occasion de la présentation du livre, le Directeur général du FAGACE, Ngueto Tiraïna Yambaye, a expliqué que trois principales raisons ont prévalu à la production de cet ouvrage sur la garantie comme solution renforcée à l'accroissement des financements en Afrique. Au fait, « le métier de garantie ne s'enseigne pas dans les écoles et ne dispose pas d'organe de régulation à proprement parler dans les pays africains. Le déficit des programmes universitaires et de formation relativement au mécanisme de garantie, est un écueil que cet ouvrage contribuera certainement à corriger », a fait savoir le DG/FAGACE qui a poursuivi : « Il s'agit pour le FAGACE de vulgariser le métier de la garantie des crédits et des emprunts dans le but de partager son expertise en sa qualité de pionnier de la garantie en Afrique. C'est aussi une façon de rendre hommage aux pères fondateurs du

FAGACE qui ont eu la brillante idée de mutualiser leurs efforts afin d'offrir un instrument de financement innovant et compétitif au service du financement accéléré de leurs économies ». « Cette cérémonie marque également le lancement officiel des activités de l'Institut du FAGACE, un centre de formation et un think thank », a ajouté le DG du Fonds.

Pour, Bassirou NDAO, directeur de l'Institut du FAGACE, « ce projet de publication a connu plusieurs étapes jusqu'au lancement. Appréciant l'ouvrage, « les lecteurs trouveront une mine d'informations sur la garantie, des produits et ses modes opératoires », a-t-il ajouté.

Basile Tchakounté, Conseiller principal du DG Fagace et l'un des contributeurs, a présenté tout le contenu du livre qui traite des nouveaux mécanismes de garantie en Afrique, le rôle et l'importance de la garantie dans les mécanismes de financement des économies africaines ; l'évolution de la garantie dans le financement du développement des Etats. « Ce livre marque une révolution dans le monde du financement », a ajouté Monsieur Basile Tchakounté en invitant tout le monde à lire



● Présidium au lancement

L'ouvrage de 250 pages environ qui porte la marque du FAGACE.

Présent à la présentation du chef-d'œuvre de neuf articles sur la garantie éditée par le Fonds africain de garantie et de coopération économique (FAGACE) qui entend marquer d'un sceau particulier ses 45 années de création, le Président du Conseil d'administration (PCA/FAGACE), Seglaro Abel SOME a dit toute sa fierté et a salué l'effort de l'équipe de production. Le PCA a encouragé la Direction à ne pas s'arrêter à cette première. « Nous avons en face de nous, un véritable outil de recherche pour les universitaires. Dans cet ouvrage, on a clairement identifié et expliqué le mécanisme

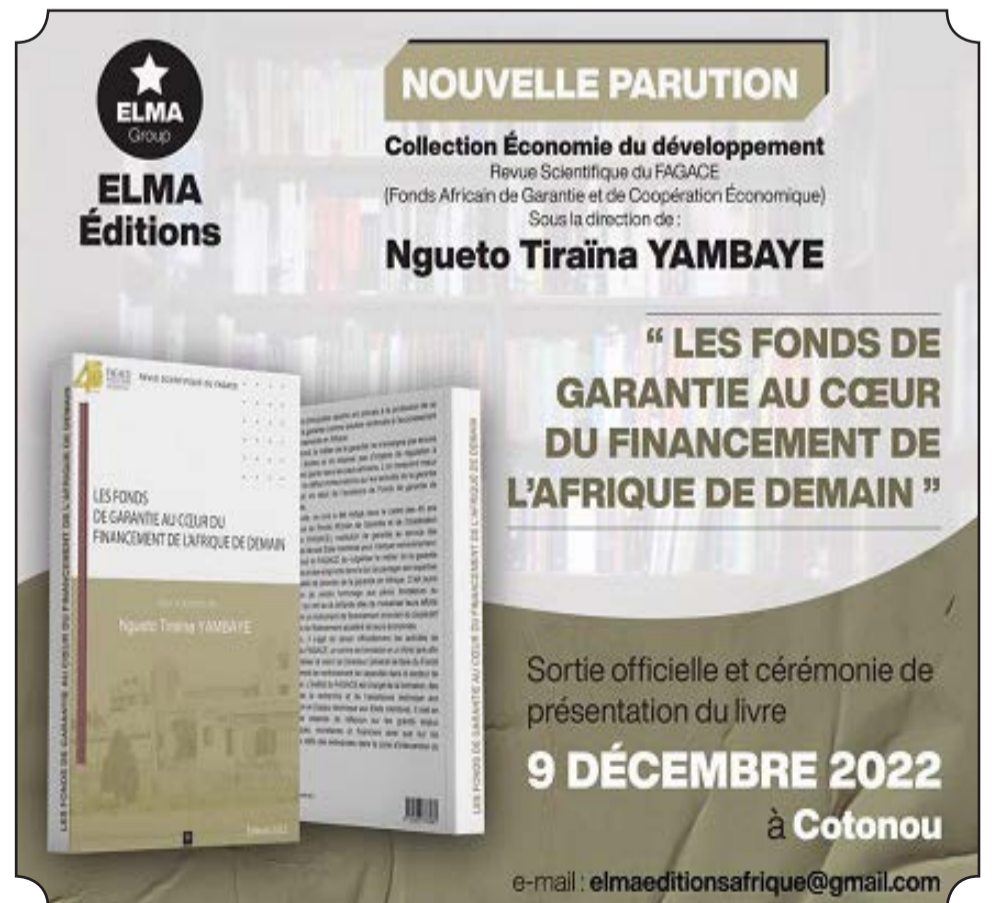
de garantie. L'ouvrage va non seulement renforcer la visibilité du FAGACE et de toutes les institutions de garantie, mais il va permettre à tous les acteurs de réussir leur mission », a indiqué le PCA/FAGACE. Tous les autres membres du Conseil d'Administration du FAGACE ont salué et félicité le DG pour cette initiative. Au nombre des contributeurs présents, il y avait Séverin Agoundo, qui a expliqué que c'est un ouvrage dans lequel on peut comprendre tout sur les fonds de garantie pour le financement des projets. En effet, dans le cadre de son 45<sup>ème</sup> anniversaire, le Fonds Africain de Garantie et de Coopération économique FAGACE a lancé un appel à contributions pour

la production d'un ouvrage scientifique sur le thème « Les Fonds de garantie au cœur du financement de l'Afrique de demain ». Plusieurs auteurs ont apporté leur contribution et cet ouvrage a été rédigé sous la direction scientifique de Docteur Ngueto Tiraïna YAMBAYE, Directeur Général du FAGACE. C'est sous ELMA EDITIONS que la collection économie du développement du FAGACE a été éditée.

Que retenir de l'institut du FAGACE ?

L'Institut du FAGACE est une initiative du DG Ngueto Tiraïna Yambaye. C'est un centre de formation et un think thank. La garantie n'intégrant pas les pro-

grammes de formation dans les universités, le FAGACE a pris de l'avance pour renforcer les capacités de son personnel et accompagner ceux qui souhaitent mieux se faire former aux métiers de la garantie via l'ouverture l'institut du FAGACE. « L'institut du FAGACE est chargé de la formation (interne et externe), des études, de la recherche, de l'assistance technique aux promoteurs (assistance en montage des projets, business plan, négociation...) et d'appui technique aux Etats membres (arrangement et bouclage de financement). Il met en place des espaces de réflexion sur les grands enjeux économiques, monétaires et financiers ainsi que sur les principaux défis des entreprises dans la zone d'intervention du fonds », a expliqué le DG Ngueto Tiraïna Yambaye à l'occasion du lancement du livre. « C'est nul doute un pôle d'excellence qui permettra à l'Afrique d'avoir les années à venir, des professionnels aux compétences pointues et capables d'aborder avec davantage de succès, la question de la garantie. L'Institut aura à travailler sur les nouveaux instruments de financement, renforcer les capacités du personnel du FAGACE et des porteurs de projets en les outillant en savoir-faire et accompagner les banques dans leur mode opératoire.





## Secteur des infrastructures

### Est-il possible de combattre la corruption ?

Les infrastructures sont essentielles pour soutenir la croissance économique, améliorer la prospérité et le bien-être. Malheureusement, déplore l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), le secteur des infrastructures reste très exposé à la corruption et à d'autres pratiques irrégulières, entre autres, violations des droits, non-application des réglementations environnementales ou du travail.

● J.D.C.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), entre 30 et 50% des dépenses nationales d'infrastructure sont perdues en raison d'inefficacités. Ces inefficacités sont liées à la faiblesse de la façon dont les projets d'infrastructure sont gérés, planifiés, alloués et mis en œuvre, rendant ainsi le secteur particulièrement vulnérable à la corruption, ajoute le FMI.

L'OCDE, dont le rapport de 2014 sur la corruption transnationale avait démontré que près de 60% des cas de corruption transnationale se produisent dans le secteur des infrastructures, souligne : « La vulnérabilité à la corruption est accentuée dans les pays avec une faible capacité institutionnelle pour l'investissement public et un manque de transparence dans la passation des marchés ».

En outre, ajoute l'OCDE dans un nouveau rapport publié en décembre 2022 : « Elle est facilitée lorsque des fonctionnaires corrompus ne sont pas tenus pour responsables par le biais d'un dialogue avec les parties prenantes ».

#### Efforts collectifs

Il y a tellement d'argent en jeu dans ce secteur et une forte demande que les



risques de corruption sont très élevés. Les méfaits sont profondément enracinés et il se peut que pas une organisation ou une personne ne pourrait déraciner – à elle seule – le mal de corruption qui ronge ce secteur.

« Compte tenu des engagements mondiaux en faveur de la promotion d'investissements dans des infrastructures de qualité, le moment est venu d'apporter des solutions innovantes, telles que l'action collective, pour lutter contre la corruption », insiste l'OCDE dans son dernier rapport intitulé en anglais « Catalysing collective action to combat corruption in infrastructure: Accountable and effective non-judicial grievance mechanisms, OECD Business and Finance Policy Papers ».

« La justification des approches d'action collective pour lutter contre la corruption est qu'elle reconnaît la nécessité d'une responsabilité partagée entre les parties prenantes, tout en complétant les efforts traditionnels

de lutte contre la corruption qui se concentrent sur l'application de la loi ».

« Une action collective anticorruption qui est axée sur les entreprises et implique un partenariat avec la société civile, ainsi qu'un engagement approprié avec le gouvernement, peut créer des mécanismes visant à prévenir la concurrence déloyale et la corruption dans les projets d'infrastructure, ce qui se traduit par des procédures plus transparentes et une meilleure valeur pour les contribuables dans la réalisation de ces projets ».

A en croire cette organisation internationale basée à Paris, l'engagement dans l'action collective anticorruption offre aux entreprises un moyen de partager leurs défis en matière de risques de corruption, leurs connaissances sur la manière de faire face à ces risques, les meilleures pratiques et les outils qui peuvent être réunis afin de renforcer la conformité des entreprises.

## Afrique du Sud

### Cyril Ramaphosa échappe à la destitution après un vote du parlement en sa faveur

Ce mardi, le parlement sud-africain se réunissait lors d'une session qui devait sceller le sort du président Cyril Ramaphosa. Celui-ci est en effet soupçonné par ses opposants de malversations financières et risquait une procédure d'impeachment. Le président Cyril Ramaphosa (photo) ne fera pas face à une procédure de destitution dans l'immédiat. Ce mardi 13 décembre, le parlement a rejeté le rapport de la commission indépendante sur l'affaire « Phala-Phala » qui soupçonnait le chef d'Etat de malversations financières. Le vote est intervenu au cours d'une session du parlement,

qui s'est tenu ce mardi 13 décembre, et qui était considérée comme cruciale pour l'avenir de Cyril Ramaphosa. Les députés devaient décider du lancement ou non d'une procédure d'impeachment ( destitution) contre le dirigeant. Au final, 214 députés ont voté contre la procédure, tandis que 148 ont voté pour, pour deux abstentions. « L'enquête ne sera donc pas poursuivie », a déclaré la présidente de l'Assemblée nationale, Nosiviwe Mapisa-Nqakula. Selon le rapport examiné par le parlement, le chef d'Etat aurait caché à la justice le vol de 580 000 USD en liquide dont il aurait été victime en 2020 après

le cambriolage d'une de ses fermes. Bien que Cyril Ramaphosa a indiqué que les fonds provenaient de la vente de buffles, l'opposition le soupçonne de ne pas avoir déclaré le vol pour dissimuler une éventuelle origine illégale. Dans une Afrique du Sud marquée par des niveaux élevés de corruption et de malversations financières au sein même de l'administration publique, la destitution du président Ramaphosa risquait d'ébranler le parti au pouvoir (ANC) qui a déjà souffert des nombreux scandales liés à l'ancien président Jacob Zuma.

ECOFIN

## Ralentissement de la croissance mondiale

### 60% des pays pauvres exposés à la crise de la dette

(Une dette extérieure estimée à 9.000 milliards de dollars)

Peu après le lancement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), approche de réduction de la dette, le service extérieur de la dette des pays en développement se retrouve dans une situation de surendettement. D'après le nouveau rapport sur « la dette internationale de la Banque mondiale », plus d'un dixième des recettes d'exportation desdits pays sont consacrés au service de la dette extérieure à long terme, publique ou garantie par l'État, soit un niveau sans précédent depuis 2000.

● Sylvestre TCHOMAKOU

En dépit des initiatives prises pour aider les pays en développement à maîtriser le niveau de leur dette extérieure, le risque de surendettement est plus que jamais présent ; quand on sait qu'à fin 2021, la dette extérieure de ces pays s'élevait à 9 000 milliards de dollars, soit plus du double de son montant d'il y a dix ans. En effet, selon le nouveau rapport sur la dette internationale de la Banque mondiale, aujourd'hui, les pays les plus pauvres éligibles aux financements de l'Association internationale de développement (IDA) consacrent plus d'un dixième (1/10) de leurs recettes d'exportation au service de leur dette extérieure à long terme, publique ou garantie par l'État. Sur la même période, la dette extérieure totale des pays IDA a presque triplé pour s'élever à 1 000 milliards de dollars. La hausse des taux d'intérêt et le ralentissement de la croissance mondiale risquent de faire basculer un grand nombre de pays dans une crise de la dette, sachant qu'environ 60 % des pays les plus pauvres sont actuellement exposés à un risque élevé de surendettement ou déjà surendettés. Le rapport révèle ainsi qu'à la fin de l'année 2021, les paiements du service de la dette extérieure à long terme publique et garantie par l'État des pays éligibles à l'IDA s'élevaient à 46,2 milliards de dollars, soit l'équivalent de 10,3 % de leurs exportations de biens et services et de 1,8 % de leur revenu national brut (RNB). Des pourcentages en nette augmentation par rapport à 2010, quand ils étaient respectivement de 3,2 % et 0,7 %. En 2022, note l'étude, le service de la dette des pays IDA devrait augmenter de 35 % pour atteindre plus de 62 milliards de dollars, c'est-à-dire l'une des plus fortes progressions annuelles de ces deux der-



nières décennies. La Chine devrait représenter 66 % des paiements dus au service de la dette publique bilatérale dans les pays IDA.

#### Résorber la crise de la dette par la transparence

S'exprimant à propos de l'étude, le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass, a indiqué que « la crise de la dette à laquelle sont confrontés les pays en développement s'est aggravée ». Pour lui, « une approche globale est nécessaire pour résorber la dette, accroître la transparence et faciliter une restructuration plus rapide, afin que les pays puissent privilégier les dépenses qui soutiennent la croissance et réduisent la pauvreté. À défaut, de nombreux pays et leurs gouvernements seront en butte à une crise budgétaire et à l'instabilité politique, et des millions de personnes sombreront dans la pauvreté ».

A l'instar de David Malpass, le premier vice-président et économiste en chef du Groupe de la Banque mondiale, Indermit Gill se convainc également de ce que « l'opacité de la dette est la raison pour laquelle tant de pays glissent aveuglément dans une crise de la dette ». L'alternative qui s'offre aux pays, selon lui, n'est autre que la transparence dans la gestion car, « des données complètes et transparentes améliorent la gestion de la dette. Elles rendent plus fiables les ana-

lyses de viabilité et elles facilitent la mise en œuvre des restructurations de la dette afin que les pays puissent retrouver rapidement la stabilité et la croissance économiques. À long terme, aucun créancier n'a intérêt à dissimuler les montants de dette publique ».

#### 17% d'engagement de dette non déclarés

En attendant l'application des recommandations par les Etats concernés, le nouveau rapport sur la dette internationale marque une avancée dans la transparence de la dette. Il s'appuie sur la base de données des statistiques de la dette internationale de la Banque mondiale, la source la plus complète d'informations comparables sur la dette extérieure des pays à revenu faible et intermédiaire. Il va plus loin que les rapports précédents, en y ajoutant une analyse approfondie et en élargissant l'étendue et la spécificité des données qu'il contient. Il convient d'indiquer qu'au cours des cinq dernières années, la base de données statistiques de la dette internationale a recensé et intégré 631 milliards de dollars d'engagements d'emprunts non signalés auparavant, et 44 milliards de dollars supplémentaires ont été mis au jour en 2021. Le total de ces engagements supplémentaires découverts au cours des cinq dernières années équivaut à plus de 17 % de l'encours total de la dette publique et garantie par l'État en 2021.



## OFFRE D'EMPLOI



**ICI PARTENAIRE ENTREPRISES recrute pour le compte d'une représentation diplomatique basée à Cotonou au Bénin deux (2) profils :**

**UN (1) ADJOINT.E CHEF FINANCES PERSONNEL ET ADMINISTRATION - FINANCES OPERATIONNELLES (H/F)**

**DESCRIPTION DU POSTE**

Référence de l'offre	ICIPE RECRUT 2022/054
Localisation	Cotonou (Bénin)
Type de contrat	CDD
Date de prise de service	Dès que possible

**Description des tâches / objectifs du poste**

Le/la titulaire du poste assure la coordination de la gestion financière et administrative des programmes de développement d'une représentation diplomatique basée à Cotonou en soutenant les Chargés de finances (2 personnes). Il/elle suit de tous aspects financiers et contractuels concernant les projets, tiens à jour la comptabilité des projets, des rapports financiers contractuels, effectue les paiements nécessaires, assure l'archivage correct des pièces justificatives. Mandate les audits contractuels et effectue les analyses des rapports d'audit. Se spécialise dans l'utilisation des outils informatiques nécessaires pour la comptabilité et forme des nouveaux collègues au besoin. Collabore étroitement avec les Chargés de Programme (CP) concernant la gestion de tous aspects financiers des projets. Contribue au renforcement du Système de Contrôle Interne, de l'assurance qualité et le renforcement du respect et de la compréhension des directives, instructions et procédures régissant la gestion des projets.

**PRINCIPALES RESPONSABILITES ET MISSIONS**

**Responsable comptabilité des projets**

- Pour les projets dont il/elle a la charge : assurer la saisie, la tenue à jour et l'exactitude de toutes les données relatives aux projets dans le système SAP (enregistrement projets, établissement contrats, planifications financières, ...);
- Assurer la comptabilisation correcte concernant toute transaction financière relative aux projets (paiements, décomptes...) dans les systèmes de comptabilité et de gestion des projets;
- Effectuer tout paiement et décompte concernant des projets dans les différents systèmes et garantir leur conformité avec le contrat. Effectuer le contrôle, le suivi et l'apurement des avances / décomptes financiers dans SAP ;
- Vérifier les budgets selon les plans d'opérations annuels, l'adaptation des plans de paiements aux partenaires à la réalité opérationnelle, en garantissant l'exactitude et la conformité avec les standards en place. Préparer les cadrages financiers ;
- Préparer/coordonner et mandater si nécessaire les audits contractuels des partenaires. Analyser les rapports d'audits. Planifier et modérer les séances de briefing et de debriefing des audits avec les cabinets mandatés et les partenaires. Préparer la réponse de gestion basée sur les recommandations / observations issues des rapports d'audits finaux ;
- Initier les inspections, visites et autres accompagnements des partenaires (missions de terrain) ;
- Identifier, analyser, évaluer et faire le suivi des risques fiduciaires et des cas d'irrégularité auprès des partenaires ;

**Conseil et soutien des Chargés de Programme en matière financière**

- Conseiller et soutenir les chargés de programme dans tous les aspects financiers notamment :
- Contribuer à l'élaboration de la planification financière globale des programmes pays et régionaux pour les domaines en étroite collaboration avec les CP;
- Soutenir le CP et collaborer à l'analyse institutionnelle des partenaires pour la partie finances et administration ;
- Examiner les parties financières des propositions d'entrée en matière et des propositions de crédits, crédits additionnels, etc. ;
- Planifier les procédures et délais pour les marchés publics, l'évaluation des risques fiduciaires et conseiller concernant le choix de types de contrats et les contrôler avant signature concernant les aspects financiers ;
- Contrôler et évaluer les parties financières des rapports soumis (conditions remplies, décomptes correctes etc.), initier et suivre les audits externes des partenaires ;
- Participer à l'élaboration des cahiers des charges des consultants et à l'élaboration d'appels d'offres.
- Établir sur demande des évaluations, des analyses et des statistiques nécessaires pour des décisions financières ;
- Contribuer à l'amélioration continue du Système de contrôle interne du Bureau et à veiller à l'assurance qualité de la gestion financière des projets tout au long du cycle de gestion de projet.

**PROFIL**

**Qualifications professionnelles**

- Avoir un diplôme universitaire BAC + 4/5 ou équivalent dans une des disciplines suivantes : Contrôle/Audit interne/externe, Finances, Gestion de/ Conseil aux Entreprises et/ou Organisations non gouvernementales/internationales ;
- Avoir une solide expérience professionnelle pratique de 15 ans ou plus, y compris : - 10 ans environ à un poste à responsabilité dans la gestion financière et/ou d'audit interne et/ou externe dans le cadre d'un projet ou dans une société ayant un budget annuel de plus de 10 millions d'Euro ;
- Avoir une expérience pratique avérée en matière d'analyse et développement organisationnel, y compris la modélisation et l'optimisation de processus, ainsi que d'évaluation et gestion des risques fiduciaires ;
- Avoir de fortes capacités d'analyse financière, d'élaboration et gestion des budgets complexes et de rédaction des rapports de synthèse, d'analyses et/ou contrats ;
- Avoir la capacité à utiliser les logiciels usuels (Microsoft Office) et intérêt à se perfectionner dans le domaine spécifique (SAP) et avoir de bonnes connaissances de l'anglais.

**Qualifications personnelles :**

- Avoir le sens des chiffres et aisance rédactionnelle ;
- Avoir de aptitudes analytiques et des compétences en matière de coaching ;
- Avoir une capacité de résistance au stress et une aptitude à la pensée en réseau ;
- Etre flexible, ouverte à l'apprentissage et au changement ;
- Etre Disponible pour des déplacements à l'intérieur du pays et dans la sous-région.
- Volonté d'assumer des responsabilités et de remplacer le Chef finance et administration.

**UN (1) CHARGE.E DE PROGRAMME GOUVERNANCE/DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE RURAL ET LOCAL(H/F)**

**DESCRIPTION DU POSTE**

Référence de l'offre	ICIPE RECRUT 2022/055
Localisation	Cotonou (Bénin)
Type de contrat	CDD
Date de prise de service	Dès que possible

**Description des tâches / objectifs du poste**

Le/la chargé(e) de programme Gouvernance/Développement Economique Rural et Local d'une représentation diplomatique basée à Cotonou (Bénin) est responsable de la gestion stratégique, opérationnelle, administrative et financière du portefeuille assigné. Ceci comprend l'analyse contextuelle permanente et tout le cycle de gestion de projets/programmes (PCM), y compris le montage de projets, programmes et de partenariats, leur suivi et leur évaluation, l'assurance qualité et la gestion du savoir. Le/la titulaire contribuera à la cohérence et à la réalisation de l'ensemble des domaines Gouvernance et Développement Economique Rural et Local ainsi qu'à l'optimisation des synergies entre les domaines (ou avec d'autres programmes clés du secteur), en étroite collaboration avec le/la Chargé(e) des Finances opérationnelles et les autres chargé-e-s de programme. Il/elle assurera l'inclusion systématique des aspects liés aux thèmes transversaux (genre, gouvernance) ainsi que lié à d'autres aspects clés tels que jeunesse, démographie, réduction des risques de catastrophes / adaptation au changement climatique (ACC) et l'inclusion de groupes vulnérables (ne laisser personne de côté). Il/elle contribuera à l'analyse contextuelle (sectorielle), tenant compte des aspects de fragilité et de gouvernance.

Sous la supervision de sa ligne hiérarchique, il/elle assure le dialogue politique sectoriel, représente la représentation diplomatique et promeut les valeurs et intérêts de cette dernière au niveau technique-sectoriel (ex. réunions, fora de coordination, conférences) ; il/elle soutient les efforts du Gouvernement du Bénin dans ses fonctions de coordination sectorielle.

Il/elle contribue au développement, à la mise en œuvre et au rapportage de stratégies et approches de la représentation diplomatique.

**PRINCIPALES RESPONSABILITES ET MISSIONS**

**Gestion**

- Mener la planification, le pilotage stratégique, le suivi (opérationnel, administratif et financier) et rapportage des programmes et projets assignés, conformément au cadre contractuel avec les partenaires (ceci inclut des visites de terrain régulières) ;
- Assurer la bonne gestion des programmes assignés ainsi que des partenariats y liés dans tout le cycle de projet aux niveaux stratégique, opérationnel, administratif et financier, conformément aux consignes et instructions de la représentation diplomatique.

**Stratégie, Politique**

- Suivre l'évolution contextuelle (politiques et stratégies sectorielles, situation dans les zones d'intervention, mapping des acteurs, etc.) et contribuer à l'analyse politique. Rédaction de rapports réguliers, production d'analyses ad hoc.
- Contribuer au développement, rapportage stratégique et à la conceptualisation des nouvelles stratégies et approches, tant au niveau des programmes assignés comme au niveau du cadre stratégique de la représentation diplomatique et du pays (stratégies et politiques sectorielles nationales) ;
- Sous la supervision de sa ligne hiérarchique, assurer et participer au dialogue politique et stratégique sectoriel avec le Gouvernement béninois et autres acteurs ;

**Coordination**

- Participer à la collaboration inter- et intrasectorielle avec les collègues des autres programmes de la représentation diplomatique, tant au niveau national comme au niveau de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

**Gestion du savoir, communication et autres**

- Contribuer à la gestion du savoir par la capitalisation du savoir acquis et par la participation active à des groupes de travail et des réseaux thématiques (principalement dans le/s thème/s assignés) ;
- Proposer et fournir de façon régulière des contenus sur le portefeuille assigné pour la communication de la représentation diplomatique (réseaux sociaux); contribuer à la rédaction et la dissémination de bonnes pratiques et de leçons apprises dans les programmes assignés ;
- A la demande de la hiérarchie, examiner les requêtes qui concernent les domaines de compétence mentionnées.

**Autres tâches**

- A la demande de la hiérarchie, assumer d'autres tâches, dont les suppléances selon l'organigramme.

**PROFIL**

**Compétences professionnelles**

- Etre titulaire d'un Master universitaire (niveau Bac+5) en Sciences Economiques, Agronomie, Environnement, Sciences de l'Education, Sciences Politiques ou Sociales ou autre domaine équivalent
- Avoir au minimum sept (7) à dix (10) années d'expérience professionnelle aux niveaux national et/ou international dans la gestion, le suivi et l'évaluation de projets de développement, en particulier dans le domaine de gouvernance (locale) et de décentralisation ;
- Avoir une bonne connaissance et sensibilité de la thématique du genre, de démographie/jeunesse et d'adaptation au changement climatique/réduction des risques de catastrophes ;
- Avoir une bonne compréhension des approches inclusives (ne laisser personne pour compte) et de la gestion de programme sensible aux conflits (GPSC) ;
- Avoir une excellente maîtrise du français écrit et oral, bonnes capacités orales et écrites de l'anglais, connaissances de langues nationales béninoises, en particulier celles du nord, un atout.

**Compétences personnelles**

- Etre une autorité naturelle, démontrer des capacités de conviction et de négociation, habilité de transfert du savoir-faire, de l'empathie et de l'écoute ;
  - Avoir une haute capacité d'analyse stratégique et sectorielle, de questionnement et de remise en question ;
  - Etre dynamique, engagée avec une grande capacité de travail ;
  - Etre rigoureux, flexible, orienté résultats et disposée à effectuer des missions régulières dans le pays, notamment au Nord ;
  - Avoir une volonté d'apprendre et d'évoluer ;
  - Avoir des hauts standards d'intégrité et de loyauté, guidé par les valeurs de la représentation diplomatique et dans l'esprit du code de conduite interne.
- Compétences sociales et méthodologiques**
- Avoir une excellente capacité de travailler de manière autonome en équipe et en réseau (afin de contribuer aux objectifs communs) avoir une grande capacité d'initiative et être de force de propositions ;
  - Avoir une capacité de travailler dans un contexte interculturel et sous pression. Avoir une habilité à gérer les conflits interpersonnels ;
  - Avoir une aisance en matière de communication interne et avec les partenaires (Style de communication clair, franc et diplomatique), avoir une excellente capacité rédactionnelle et de synthèse ;
  - Avoir une excellente capacité d'organisation, de mise sur pied, de gestion de processus (notamment cycle de gestion de projets/programmes PCM) et une parfaite maîtrise des délais ;
  - Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique, particulièrement Microsoft Office et plusieurs autres logiciels couramment utilisés ;
  - Avoir une capacité d'animation, de modération et de facilitation.

**LES CANDIDATURES FEMINIENNES SONT VIVEMENT ENCOURAGEES**

**COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE**

- Curriculum vitae daté et signé,
- Lettre de motivation adressée à Madame la Directrice de ICI Partenaire Entreprises,
- Photocopie de la pièce d'identité (ou passeport) valide,
- Photocopie des diplômes et attestations.

Merci de faire parvenir votre dossier au plus tard le vendredi 30 décembre 2022 à 23h59 par mail

à [contact@ici-pe.com](mailto:contact@ici-pe.com)

**NB : Les candidatures féminines sont vivement encouragées pour le poste de chargé(e) de programme Gouvernance/Développement Economique Rural et Local.**



## Electricité

# Un surprenant et non applicable conseil reçoit des dizaines de milliers de partages sur Facebook

Des dizaines de milliers de partages sur Facebook, le signe d'une exaspération ? Un message incitant les internautes à déduire eux-mêmes de leur facture d'électricité le nombre d'heures d'éventuelles coupures a été relayé plus de 57.000 fois sur Facebook depuis le 7 décembre. Un précédent post, identique, a recueilli 53.000 partages depuis le 2 décembre. « On nous annonce des coupures d'électricité, commence le message. O.K., mais pensez à vérifier le nombre d'heures de coupure par mois et déduisez-le de votre abonnement. Ils veulent faire des économies, bah nous aussi ! Faites tourner ! » La suggestion est surprenante : les citoyens qui auraient le courant coupé ne consomment pas lors de la coupure, il y aura donc déjà une économie sur la facture, confirme l'Institut de la consommation à 20 Minutes. C'est également ce que souligne EDF : « Par définition, une électricité non consommée n'est pas facturée ». Quant à l'abonnement, il constitue « une



part fixe de la facture ». Quid d'une éventuelle réduction ? « EDF n'envisage pas de déduire un montant de la facture des abonnés, explique le fournisseur à 20 Minutes. En effet, le fournisseur n'est pas responsable de l'acheminement de l'énergie jusqu'à son client, cette mission relevant des gestionnaires de réseau. Dès lors, le fournisseur n'est pas responsable des conséquences liées à une coupure sur le réseau qui relève de la relation gestionnaire de réseau/client. ». En cas de coupure, RTE, le gestionnaire du réseau, ne plongera pas la France entière dans le noir. Ce sont des zones de 2.000 clients en moyenne qui seront ciblées, selon le site du gou-

vernement. Les Français raccordés à une ligne prioritaire ou sur une ligne qui dessert des sites prioritaires tels que les hôpitaux ou les centres de secours devraient également échapper aux éventuelles coupures. Le PDG d'EDF, Luc Rémond, a déclaré vendredi « aborder avec confiance les semaines qui viennent, avec le passage de l'hiver ». Son entreprise estime à 10 % la baisse de la consommation en novembre par rapport à novembre 2021, selon l'AFP.

Ce mardi, la France était toujours en vert sur le site Ecowatt, conçu par RTE pour alerter sur les pics de consommation d'électricité.

20 minutes

## Marseille

# Un projet d'usine de silice du groupe chinois Quechen suspendu

Le groupe chinois Quechen a suspendu son projet d'usine de silice à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), sur les terrains du port de Marseille, qui devait créer 130 emplois directs, a indiqué mardi le port à l'AFP, confirmant une information du média Gomet'. Quechen Silicon Chemical International Development Company Limited avait signé en janvier 2018, à l'occasion d'une visite du président Emmanuel Macron, un accord avec le Grand Port Maritime de Marseille pour l'installation d'une usine de production de silice et d'un centre de recherche et développement à Fos-sur-Mer.



130 emplois directs. « En novembre dernier, Quechen nous a informés de sa volonté de suspendre son implantation dans le port de Marseille-Fos en raison de l'actualité géopolitique européenne », a indiqué le port à l'AFP. Depuis le début de la guerre en Ukraine, les prix de l'énergie ont flambé en Europe, ce qui a pour effet de renchérir le coût de la production industrielle. Quechen, basée à Wuxi (est de la Chine), produit notamment de la silice

à haute dispersion (HDS) utilisée dans la fabrication de « pneus verts », moins polluants. Elle permet de réduire la résistance au roulement des pneus et donc la consommation de carburant. Le port de Marseille-Fos, qui est l'un des plus importants de France, souligne disposer « d'un foncier disponible et aménageable rare » pour des investisseurs, notamment « dans la production d'énergies vertes ».

20 minutes

## La guerre en Ukraine en ligne de mire

Il promettait ainsi un investissement de 100 millions d'euros et la création de

## Paul Biya

# « L'aide au développement ne correspond plus aux besoins de financement de l'Afrique »

Dans le cadre d'une intervention, à l'occasion du sommet Afrique-USA à Washington, le président camerounais a défendu la construction, avec les partenaires, d'un marché africain des capitaux pour progressivement sortir du système de l'Aide publique au développement. Dans le cadre du



sommet Afrique-USA qui se déroule à Washington aux Etats-Unis, le président camerounais Paul Biya prenant la parole, a indiqué que, de son point de vue, l'aide publique au développement dont dépend l'Afrique, ne correspond plus aux besoins de financement du continent. Le dirigeant a aussi relevé la difficulté qu'il y a à obtenir des financements privés qui sont astreints à des conditions « prohibitives » et contraignantes pour les souverainetés. « Comme exemple de contraintes, il y a la mise en gage de certaines ressources naturelles sollicitées par certains investisseurs. Les modèles et instruments de financement adoptés contribuent davantage à la réexportation des capitaux, à travers des prêts sans mouvement de fonds vers le continent, mais avec des sorties obligatoires de devises lors des remboursements », a fait savoir M. Biya. De son point de vue, il serait plus pertinent de financer l'exploitation et la transformation des ressources de l'Afrique sur son sol, en mettant en place « un véritable marché des capitaux, susceptible d'offrir des outils adaptés aux besoins de financement » de cette région. La question d'un financement cohérent du continent est d'une grande actualité et l'est davantage avec la crise de la Covid-19, lorsque les pays riches pouvaient sans aucune limite prendre des mesures de dépassement de budget, alors que l'Afrique, elle, devait batailler contre l'opinion des agences de notation qui la présentaient comme hautement spéculative. L'idée d'un marché africain des capitaux entre en droite ligne avec des activités menées par la Banque africaine de développement, à travers son Fonds de développement des marchés des capitaux (CMDTF). Parvenir à cet objectif nécessitera une plus grande synergie et rapidité d'exécution de ce projet par les autres chefs d'Etat de la région. En effet, plusieurs dossiers d'initiatives communes peinent encore à être mises effectivement en œuvre. Le principal défi à surmonter, selon la BAD, est que dans leur ensemble, « les marchés financiers africains sont marqués par leur caractère restreint, superficiel, illiquide et profondément fragmenté ». Cela contribue à donner un grand pouvoir aux banques commerciales ou d'investissement, qui en majorité sont détenues par des investisseurs étrangers. L'appel du président Biya vient cependant rappeler qu'il existe une autre option pour le financement de l'Afrique, et que si cette solution dépend de l'Afrique, il importe aussi que les partenaires changent leurs méthodes de coopération.

## Coopération

# Joe Biden veut créer un conseil des Africains de la diaspora pour l'orienter sur sa stratégie en Afrique



Le sommet Afrique-USA a démarré ce mardi 13 décembre aux Etats-Unis. Dans l'optique de renforcer ses liens avec les pays africains, le pays de l'Oncle Sam envisage de se doter d'un organe consultatif dont la mission sera d'orienter les stratégies de la Maison blanche sur le continent. Le président américain Joe Biden (photo) envisage de créer un organe consultatif sur l'engagement de la diaspora africaine aux États-Unis. C'est ce que rapporte l'agence Reuters citant Dana Banks, assistante spéciale du président et conseillère spéciale pour le Sommet des leaders américano-africains. Le nouvel organe « conseillera le président sur un large éventail de questions, améliorera le dialogue entre les responsables américains et la diaspora africaine, et renforcera les liens culturels, sociaux, politiques et économiques entre les communautés africaines, la diaspora africaine mondiale et les États-Unis », a indiqué la responsable. « Les voix africaines sont essentielles pour résoudre les problèmes mondiaux. Pour faire entendre ces voix, l'un de nos principaux objectifs est d'élargir notre cercle d'engagement pour inclure les communautés de la diaspora africaine », ajoute-t-elle. Cette mesure s'inscrit dans une logique de renforcement des relations entre les Etats-Unis et le continent africain, tel que promis par le président Joe Biden à son arrivée au pouvoir. Au cours du sommet qui se déroulera du 13 au 15 décembre 2022, Joe Biden devrait également annoncer son soutien officiel à la candidature de l'Union africaine au G20. L'objectif de cette décision est, selon les autorités américaines, de renforcer la représentativité du continent au sein des instances internationales. « Il est grand temps que l'Afrique dispose de sièges permanents à la table des organisations et initiatives internationales. Nous avons besoin de plus de voix africaines dans les conversations internationales qui concernent l'économie mondiale, la démocratie et la gouvernance, le changement climatique, la santé et la sécurité », avait ainsi déclaré Judd Devermont, conseiller à la Maison Blanche. Notons pour l'heure que la composition du conseil n'a pas été détaillée. Selon des sources citées par Reuters, il devrait être composé de divers représentants des communautés afro-américaines et d'immigrés africains qui se sont distingués dans le gouvernement, les affaires, le travail social, les sports et d'autres domaines.

Ecofin du 13 Décembre 2022

**BRVM 10** 160,97

Variation Jour ↓ -0,16 %

Variation annuelle ↑ 4,86 %



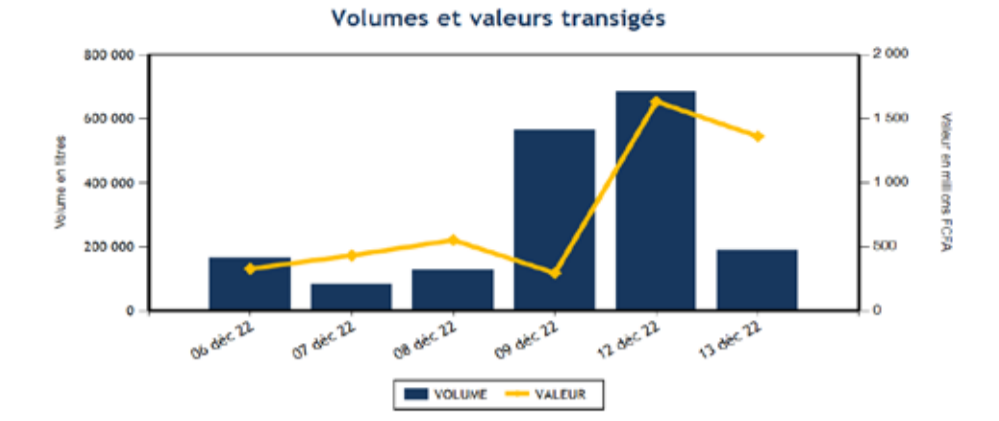
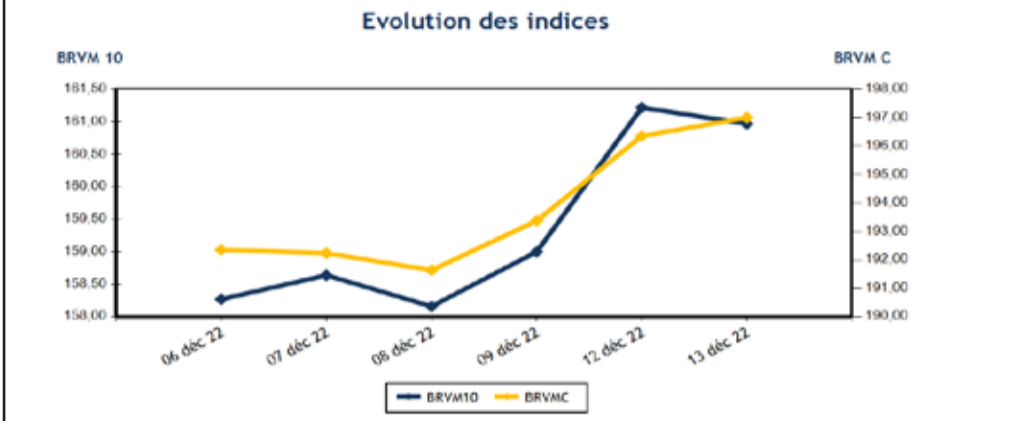
**BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE**

N° 238 mardi 13 décembre 2022 Site : [www.brvm.org](http://www.brvm.org)

**BRVM Composite** 197,01

Variation Jour ↑ 0,33 %

Variation annuelle ↓ -2,61 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA) (Actions & Droits)	5 929 972 971 443	0,33 %
Volume échangé (Actions & Droits)	188 543	-72,30 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 344 516 990	-15,86 %
Nombre de titres transigés	39	-7,14 %
Nombre de titres en hausse	13	-43,48 %
Nombre de titres en baisse	13	62,50 %
Nombre de titres inchangés	13	18,18 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 795 870 853 563	0,11 %
Volume échangé	1 800	-49,24 %
Valeur transigée (FCFA)	17 814 054	-49,75 %
Nombre de titres transigés	5	150,00 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	2	100,00 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	860	7,50 %	-57,00 %
BOLLORE (SDSC)	1 490	7,19 %	-42,02 %
SETAO CI (STAC)	1 295	6,15 %	77,40 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 000	5,36 %	17,65 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	765	4,79 %	-11,05 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SODE CI (SDCC)	5 195	-1,98 %	20,95 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	915	-1,61 %	-23,11 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 450	-1,61 %	4,26 %
TOTAL SN (TTLS)	2 450	-1,61 %	24,05 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	720	-1,37 %	-19,55 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	100,77	0,32 %	-8,48 %	19 829	79 513 675	27,03
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	454,15	-0,12 %	1,18 %	50 309	670 897 660	8,66
BRVM - FINANCES	15	74,31	0,65 %	-3,66 %	42 919	114 170 650	7,11
BRVM - TRANSPORT	2	364,38	7,01 %	-41,43 %	2 840	4 023 160	5,82
BRVM - AGRICULTURE	5	294,33	-0,18 %	20,97 %	58 062	461 885 860	5,61
BRVM - DISTRIBUTION	7	365,06	-0,31 %	-10,40 %	13 486	12 777 045	25,63
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 597,88	6,15 %	77,40 %	1 098	1 248 940	15,55
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,80	
Taux de rendement moyen du marché	7,51	
Taux de rentabilité moyen du marché	9,12	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	109	
Volume moyen annuel par séance	978 674,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 889 237 590,28	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	4,36	
Ratio moyen de satisfaction	38,88	
Ratio moyen de tendance	891,54	
Ratio moyen de couverture	11,22	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	6,93	
Nombre de SGI participantes	25	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de couverture = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : [brvm@brvm.org](mailto:brvm@brvm.org), Site Web : [www.brvm.org](http://www.brvm.org)

**UCA**  
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.

Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, Immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN

001 BP 8690 RP  
[uca@ucasgi.com](http://uca@ucasgi.com)  
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
 (229) 21 31 00 21  
[www.ucasgi.com](http://www.ucasgi.com)

**SGI - BENIN**

Carré 211 St Michel  
 immeuble SGI-Bénin 01 BP  
 4546 Cotonou.  
 Tél : (229) 21 31 15 41  
 21 31 15 71

**BOA CAPITAL SECURITIES**  
 Groupe BMCE BANK

Siège BOA Benin,  
 Boulevard de France  
 Tel : (229)  
 21315343/64182121

**SOCIETE DE BOURSE**  
 AGI

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
 01 BP 8668 RP Cotonou  
[contact@sgi-agi.com](mailto:contact@sgi-agi.com)  
 +229 21318733  
 +229 21316066

**AFRICABOURSE**

Avenue Steinmetz Face  
 Immeuble Air Gabon 01 BP  
 6002 COTONOU BENIN  
 Tél : (229) 21 31 88 35 /  
 21 31 88 36

**BIIC Financial Services**  
 Société de gestion et d'intermédiation

Boulevard Saint Michel  
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa  
 01 BP. 7700 Cotonou  
 Tél. +229 21324875  
 Tél. +229 21324876  
[sgibfs@biic-financialservices.com](mailto:sgibfs@biic-financialservices.com)



**Quelques pharmacies à Cotonou**

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	6EME
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINTE GABRIEL	95605656	
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

**Jours du marché Dantokpa**

<b>Décembre 2022</b>
<b>Jeudi 1 Décembre 2022</b>
<b>Mardi 6 Décembre 2022</b>
<b>Samedi 10 Décembre 2022</b>
<b>Mercredi 14 Décembre 2022</b>
<b>Dimanche 18 Décembre 2022</b>
<b>Jeudi 22 Décembre 2022</b>
<b>Dimanche 25 Décembre 2022</b>
<b>Mercredi 28 Décembre 2022</b>

**Taux de change**

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

**Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés**

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 13/12/ 2022

**Cours des matières Premières Mardi 13 Décembre 2022**

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

**Prix des produits hydrocarbures et gaz**

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 13 Décembre 2022

**Les marchés locaux qui s'animent par huitaine**

Départements	Lieux	Noms	Jours
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche
	Ségbana	Ségbana	dimanche
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi
	Malanville	Malanville	samedi
	Karimama	Karimama	vendredi
	Matéri	Matéri	jeudi
	Tanguiéta	Tanguiéta	lundi
Cobly	Cobly	Cobly	mercredi
	Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
	Agoué	Agoué	mercredi
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche
	Massi	Massi	dimanche
	Agouna	Agouna	mardi
	Ikèmon	Ikèmon	mercredi
	Borgou	Gogounou	Gogounou
Collines	Bembéréké	Bembéréké	jeudi
	Kalalé	Kalalé	jeudi
	Tchaourou	Tchaourou	lundi
	Tchikandou	Tchikandou	mardi
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi
	Sokka	Sokka	mercredi
	Parakou	Azeke	samedi
	N'Dali	N'Dali	samedi
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi
	Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
	Ouessè	Ouessè	jeudi
	Gobada	Gobada	lundi
Donga	Savè	Savè	lundi
	Tchetti	Tchetti	lundi
	Glazoué	Glazoué	mercredi
	Lahotan	Lahotan	mercredi
	Bénin	Bénin	jeudi
Tokotoko	Tokotoko	lundi	



# Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844">https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844</a>
6 <sup>e</sup> Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 <sup>er</sup> au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.intrafricantradefair.com/">https://www.intrafricantradefair.com/</a>
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

**Taureau** Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

**Gémeaux** Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

**Cancer** Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

**Lion**

Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

**Balance** Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

**Scorpion** Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

**Sagittaire** Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

**Capricorne** La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

**Verseau** La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

## L'économiste

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"  
N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007  
Sikèkodji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83  
Email : leconomistbenin1@gmail.com  
Site : www.leconomistbenin.com

**Directeur Général**  
Léonard DOSSOU  
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

**Assistant du Directeur Général**  
Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

**Secrétaire caissière**  
Ella Viviane HOUHEMEGAN (97 14 85 43)

**Directeur de publication**  
Jules AFFODJI

**Rédacteur en chef**  
Jean Claude KOUAGOU  
(97 720 976)

**Secrétaire de rédaction**  
Abdul Wahab ADO  
(66656265)

**Rédacteurs**  
Nestor DEHOUNDJ  
Bidossessi WANOU  
(67 20 33 27)  
Sylvestre TCHOMAKOU  
Falco Vignon

**Raoul Gandaho**  
(Correspondant Ouémé Plateau)  
Mouhamed Bouhari SAÏDOU  
(Br. Borgou/Alibori)

**Rock AMADJI**  
(Correspondant Zou-Collines)

**Emmanuel AKAKPO**  
(Br Atacora-Donga)

**Issa SIKITI DA SILVA**  
(Correspondant RDC)  
Modeste COCO (Consultant)  
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

**Franck Vial, correspondant France**  
de l'Economiste du Bénin  
Tel +330671790990  
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

**Directrice commerciale**  
Rigel BATCHO  
(69190880)

**Graphiste**  
Gisèle NOUDAÏKPON  
(62323855)



## SWEDD Bénin/sous-projet « Maintien des filles à l'école »

## Lancement des transferts monétaires conditionnés (TMC)

Le mardi 13 décembre 2022 s'est tenu à Cotonou, le lancement des transferts monétaires conditionnés (TMC). Initiative du projet d'Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel (SWEDD), SWEDD BENIN, les TMC entrent dans le cadre du sous-projet « maintien des filles à l'école ». C'était en présence de la ministre des affaires sociales et de la microfinance, Véronique Tognifodé Mèwanou et de la coordonnatrice du projet SWEDD-Bénin, Djaoudath Alidou Dramane.



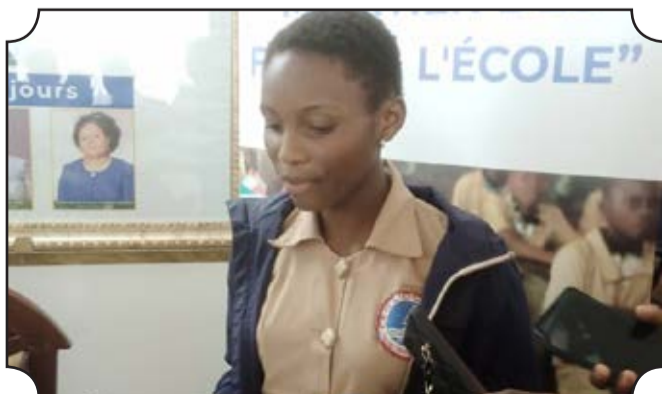
● Photo de famille

## ● Bidossessi WANOU

Elles sont 30.000 filles scolarisées ciblées par le sous-projet «Maintien des filles à l'école» pour bénéficier des transferts monétaires conditionnés (TMC). Elles sont réparties sur l'ensemble du territoire national. Djaoudath Alidou Dramane, coordonnatrice de SWEDD-Bénin détaille : « Il s'agit de 7500 dans la zone sud d'intervention du projet et de 12500 dans la zone nord d'intervention du projet. Ces cibles sont dans l'enseignement primaire mais également secondaire. Celles qui sont présentes dans l'enseignement primaire recevront 450 Fcfa/jour ouvrable, et celles qui sont dans l'enseignement secondaire recevront 600 FCFA à raison d'un dépôt mensuel de 9000 FCFA pour les filles du primaire et 12.000 FCFA pour celle du secondaire ». Selon la coordonnatrice, ces fonds seront transférés par l'opérateur à des relais communautaires des zones d'habitation des cibles qui pourront en bénéficier directement en personnes pour celles ayant en moyenne dix-huit ans ou par l'intermédiaire de la tutrice pour celles âgées de moins de dix-huit ans. La cible est constituée de filles déjà bénéficiaires de kits scolaires du projet SWEDD. « Il n'y a pas besoin d'un téléphone, encore moins une carte Sim. Il suffit juste d'avoir le code qui permet de retirer les ressources », a renseigné la coordonna-

trice de SWEDD-Bénin. En procédant au lancement du sous-projet, Véronique Tognifodé Mèwanou, Ministre des affaires sociales et de la microfinance est revenue sur le bien-fondé. « Cet important investissement vise indéniablement l'accélération de la croissance économique et de la transition démographique à travers l'augmentation du taux de rétention scolaire des filles. Une rétention qui est assimilable à une autoroute balisée pour infléchir nombre de facteurs qui plombent l'autonomisation des femmes », a déclaré la Ministre. Elle a remercié les partenaires techniques et financiers notamment la Banque Mondiale et l'UNFPA, qui ne ménagent aucun effort à soutenir les ambitions du gouvernement et salué le travail de

l'Unité de Gestion du Projet SWEDD. En s'adressant aux bénéficiaires, « vous êtes l'espoir du pays et c'est justement dans l'espoir que vous serez de braves femmes dignes de ce pays, que le Gouvernement vous apporte ce soutien », a confié la Ministre des affaires sociales. Porteparole des bénéficiaires, Montolayo Gloria S. Edah a exprimé leurs gratitude au gouvernement. « Nous remercions le gouvernement du Bénin et son chef, le président Patrice Talon pour tout l'appui qu'ils nous apportent. Nous promettons de donner le meilleur de nous-mêmes pour continuer par bénéficiaire de ces accompagnements afin de devenir des femmes leaders éclairées de demain », s'est-elle engagée.

2<sup>ème</sup> session ordinaire du COAHP

## Le Bénin appelle à plus d'engagement et de collaboration dans la gestion des pesticides

Monsieur Dossa AGUEMON, Directeur de cabinet du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP), a procédé au lancement officiel des travaux de la Deuxième session ordinaire du comité ouest africain d'homologation des pesticides (COAHP), ce lundi 12 décembre 2022 à Cotonou. Occasion pour le représentant du MAEP, d'appeler les pays de la sous-région à plus d'engagement et de collaboration dans la gestion de ces produits chimiques.



Sachant que les aléas climatiques, les insectes ravageurs, les organismes nuisibles des végétaux et produits végétaux et l'utilisation inadéquate des intrants causent chaque année, plus de 40% de pertes de récoltes ; l'utilisation des pesticides peut jouer un rôle conséquent dans la production alimentaire. Ils permettent de préserver ou d'accroître les rendements des cultures vivrières et céréalières. Ce point est particulièrement important pour nos pays confrontés à l'insécurité alimentaire », Ainsi a présenté le contexte de la session, Monsieur Emmanuel Koffi GLE, intervenant au nom de la Commissaire en charge des affaires économiques et agriculture de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Pour autant, les pesticides constituent aussi un danger pour la santé humaine et l'environnement. C'est pour cela, a ajouté Monsieur GLE, que l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et la Nutrition (FAO) et l'Organisation Mondiale

de la Santé (OMS), ont adopté en 2013, un code de conduite international revu sur la gestion des pesticides consacrés à la réduction des risques pour la santé et l'environnement ; aux exigences réglementaires et techniques et à la distribution et vente. Comme mesures d'encadrement, Monsieur Hilaire SANOU, au nom du Commissaire chargé du département de l'agriculture, des ressources en eau et de l'environnement de l'Union Économique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), a cité la Réglementation commune aux États membres du Comité Permanent Inter États de Lutte Contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) sur l'homologation des pesticides, adoptée en 1994 et révisée en décembre 1999 ; le Règlement portant harmonisation des règles régissant l'homologation des pesticides dans l'espace CEDEAO, adopté le 18 mai 2008 et le Règlement relatif à l'harmonisation des règles régissant l'homologation, la commercialisation et le contrôle des pesticides au

sein de l'UEMOA, adopté le 27 mars 2009.

« Le CILSS, mandaté par les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA, est depuis 2020 dans le processus d'opérationnalisation du Comité Ouest Africain d'Homologation des Pesticides (COAHP) et d'appui aux États à la mise en œuvre de l'harmonisation régionale des règles régissant l'homologation et la gestion des pesticides dans les 17 pays de l'espace CEDEAO, CILSS, UEMOA », a précisé Monsieur Mohamed Abdellari EBBE, intervenant du Secrétaire Exécutif Adjoint par intérim du CILSS.

Au regard de ces différents défis, Dossa AGUEMON, Directeur de cabinet du MAEP, a invité les autorités des 17 pays de l'espace CEDEAO, CILSS, UEMOA, à plus d'engagement et de collaboration dans la gestion des pesticides mais aussi à mettre en place ou à rendre fonctionnels et dynamiques les comités nationaux de gestion des pesticides.

Source externe



## Santé à Bassila

## Le centre de santé de Bayakou fonctionnel

(Les peines des populations soulagées par la Mairie)

En prélude à la construction du centre de santé de Bayakou et conformément aux dispositions réglementaires en matière de création de nouveau centre de santé, le Maire de la Commune de Bassila Tassou Zakari Filikibirou, en compagnie de la coordinatrice de la zone de Bassila représentant le DDS a procédé, hier lundi 12 décembre 2022, au lancement officiel du centre de santé de Bayakou. Ce qui permettra de soulager la peine des populations de cette localité qui autrefois sont obligées de parcourir des dizaines de kilomètres pour bénéficier des soins de santé primaires. La cérémonie s'est déroulée en présence de la Secrétaire Exécutive de la mairie de Bassila, du Médecin Chef de la Commune, des autres responsables de la zone sanitaire de Bassila ainsi que de la population de Bayakou sortie massivement pour la circonstance.



En attendant la maternité programmée par la mairie et dont le processus de passation de marché est en cours, c'est deux bâtiments de fortune mis à disposition par la population qui serviront de maternité et de pharmacie. Ces bâtiments sont soigneusement aménagés et équipés pour les soins de première nécessité.

Dans les allocutions de lancement, le Maire de la Commune et les responsables de la zone sanitaire ont, à tour de rôle salué la détermination, l'unité et la

cohésion de la population qui ont facilité la création de ce centre. La secrétaire Exécutive de la mairie de Bassila a également félicité les acteurs de développement du village pour cette marque de solidarité

et rassuré les populations des dispositions en cours au niveau de la mairie pour doter le village de Bayakou et de Adjimon de bâtiments dignes de nom devant permettre de conjuguier au passé leurs peines.

## COP 15 à Montréal

## L'Uemoa plaide pour l'Observatoire régional de la biodiversité

Après la COP 27 en Egypte, la Commission de l'Uemoa, en sa qualité de chef de file pour le sous-secteur Ressources Naturelles au titre des Etats d'Afrique de l'Ouest, participe à la Conférence des Parties (COP 15) qui a lieu à Montréal. Cette participation devrait être l'occasion pour l'institution de faire des propositions dans le sens de la préservation de la biodiversité en Afrique de l'Ouest.



● La délégation de l'Uemoa à la COP 15

● Sylvestre TCHOMAKOU

Inscrivant aux premières loges de ses actions la protection de la nature, à l'instar de nombre d'institutions dans le monde, la Commission de l'Uemoa ne manque de saisir les grandes tribunes pour exprimer les priorités de la zone ouest-africaine en matière de préservation de la nature. Présente au Canada dans le cadre de la COP 15, à travers la délégation conduite par Abidé Hubertine Assogba, Conseiller

Technique du Commissaire en charge du Département de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de l'Environnement, la Commission de l'Uemoa entend mobiliser le soutien nécessaire pour doter l'Afrique de l'Ouest d'un organisme pouvant permettre l'atteinte des objectifs en matière de protection de la nature. Pour ainsi dire, au cours de cette COP, la Commission de l'UEMOA en accord avec les Etats parties d'Afrique de l'Ouest, fera le plaidoyer pour la mise en place de

l'Observatoire pour la Biodiversité et les Aires Protégées en Afrique de l'Ouest (OBAPAO) comme centre régional de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) dans le futur mécanisme de coopération scientifique et technique de ladite Convention. Une initiative qui répond aux objectifs de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) à savoir : protéger 30% des terres et des océans d'ici 2030 ; mettre un terme à la perte de biodiversité et renverser la tendance actuelle. Des objectifs qui exigeront de véritables collaborations et partenariats, notamment avec les peuples autochtones, qui ont été les premiers gardiens du territoire. A cette rencontre qui se tient du 7 au 19 décembre 2022, à Montréal, au Québec, siège du Secrétariat de la CDB des Nations Unies, la Commission de l'UEMOA est sollicitée pour co-animer plusieurs événements parallèles.

## Santé des jeunes à Péhunco

## La fréquentation des bars et discothèques interdits aux mineurs

C'est un phénomène tristement célèbre dans la commune de Péhunco. Réservés aux adultes en priorité, les dancing clubs, les bars et buvettes de la commune de Péhunco deviennent de plus en plus les lieux privilégiés des jeunes de moins de 18 ans. Et pour creuser l'abcès, le Maire a reçu en audience en début de semaine dans la salle de délibération de l'hôtel de ville, les promoteurs de ces lieux de détente pour un tête-à-tête. L'autorité communale était représentée par Séké Gounou, le Premier Adjoint au Maire, assisté du Deuxième Adjoint et du Secrétaire Exécutif de la commune. L'audience a connu également la participation des Chefs d'Arrondissements, des Commissaires de Police et du Chef du Centre de Promotion Sociale.

Au terme des débats, il ressort, entre autres, la résistance des mineurs à accepter leur refus dans les bars surtout en période de fête, les menaces incessantes de trouble parfois mises en exécution par les jeunots dans ces lieux, et les mauvaises fréquentations. Du reste, à l'unanimité des participants, la responsabilité des parents est remise en cause. Pour arrêter la saignée, les tenanciers des bars en sont venus à des propositions concluantes. Dorénavant dans les bars, le code de l'enfant sera l'instrument idéal pour convaincre en toute responsabilité la cible en cause. Cette sensibilisation doit aussi impacter les parents qui exposent leurs enfants aux dangers qui surviennent dans la nuit



mais aussi à un avenir incertain. Les gourdins, coupe-coupe et autres armes blanches généralement manipulées par les éleveurs peulhs sont aussi interdites dans ces lieux. Pour finir, des sanctions sont prévues contre les contrevenants à ces prescriptions et les forces de

l'ordre et de sécurité sont instruites pour leur exécution sans faille. << La nuit n'est pas bonne pour les enfants dehors >>, a clamé le Premier Adjoint au Maire pour lever cette audience sur des notes de satisfaction commune.

Emmanuel AKAKPO  
(Br Atacora-Donga)

## Demi-finales Maroc &amp; France/Qatar 2022

## Plus de 50.000 Marocains à Dubaï ce jour

● Belmondo ATIKPO (STG)

Une communauté marocaine est annoncée hier à aujourd'hui à Dubaï terre d'accueil de la 22ème coupe du monde de football. C'est tout le Maroc, le Maghreb et la ligue arabe qui font bloc derrière les Lions de l'Atlas qui nourrissent le vœu secret de battre les champions en titre de la coupe du monde. Pour jouer leur partition à la victoire de leur équipe, les supporters marocains n'ont pas lésiné sur les moyens pour s'acheter les billets d'avion Rabat-Dubaï, Dubaï-Rabat. Grâce aux mesures d'allègement et autres facilités accordées par l'État, chaque supporter ne déboursa que 500€ pour son voyage aller-retour. Plus de 30 vols de Royal Air Maroc vont assurer le déplacement de 50.000 supporters en direction de Dubaï entre lundi et ce mercredi jour du match. Le tarif de ce déplacement massif est fixé à 500€ par le gouvernement qui assure l'hébergement, la restauration de tous les supporters qui désirent se joindre à l'équipe marocaine pour

la pousser à la victoire face à l'équipe de France. À l'aéroport de Rabat, ils sont des milliers de fans des Lions de l'Atlas à s'y rendre pour des formalités d'usage. Certaines sources indiquent que le nombre de places sollicitées par les supporters dépasse l'offre. Vu le nombre de demandes en augmentation, l'État chérifien a hâte d'offrir en bonus d'autres vols. Comme un voyage à la Mecque, les Marocains se mobilisent aux côtés de la ligue arabe pour jouer le rôle du deuxième homme contre les Bleus français ce mercredi à l'occasion des demi-finales de la coupe du monde de football Qatar 2022.

## France la peur au ventre

Après son huitième de finale assez maîtrisé contre l'Espagne et son quart de finale joué sans peur contre le Portugal, les Marocains veulent à présent s'offrir le scalp des Bleus. En gagnant respectivement face à la Roja

et au Portugal, les Lions de l'Atlas sont en appétit des coqs gaulois. Le gardien de FC Séville Bono, artisan numéro 1 de la victoire contre l'Espagne aux tirs au but, sera dans une forme étincelante contre Mbappé, Olivier Giroud, Dembélé. L'autre atout, c'est la défense marocaine qui ne se loupe souvent pas. Un seul but marqué suffit aux Lions pour faire bloc derrière la défense qui n'a encaissé qu'un seul but en cinq matchs. Si le Maroc fait office d'outsider, il n'est pas moins capable de créer la surprise. Car, il est en pleine confiance et n'a peur de rien. À quelques heures du coup d'envoi Maroc-France, la peur a changé de camp. Les Bleus ont perdu leur habituelle sérénité. Didier Deschamps, l'entraîneur français a reconnu le talent pur et l'audace des marocains à aller chercher les Bleus dans leur dernier retranchement. Mais le champion du monde a des ressources et le potentiel pour éviter le piège marocain, a rassuré le technicien français.





**Avec ARESS,  
vivez l'Energie,  
l'Energie de Qualité  
pour tous**

LA QUALITE POUR TOUS

f in Instagram Twitter ARESS

(+ 229) 96 63 96 82



# REJOIGNEZ VOTRE QUOTIDIEN SUR NOS DIFFÉRENTS RESEAUX SOCIAUX

L'économiste du Bénin est le premier quotidien béninois spécialisé en informations économique, financière et boursière.

+229 69 19 08 80 / 95 42 96 26

leconomisteben1

journalleconomiste

leconomistbenin1@gmail.com

www.leconomistebénin.com

Sikècodji, 2ème rue à droite en quittant les feux tricolores de la Marina pour le carrefour Okpè Oluwa